

Le sens de la « lutte contre la pauvreté » pour le néolibéralisme

dimanche 16 octobre 2005, par [HOUTART François](#) (Date de rédaction antérieure : 15 septembre 2005).

Sommaire

- [1. L'analyse de la pauvreté](#)
- [2. Les stratégies de réduction](#)
- [3. La philosophie de la \(...\)](#)
- [Conclusions](#)

Introduction

Il y a quelques années, quand j'ai visité la Banque mondiale à Washington, une grande inscription ornait un mur intérieur à l'entrée : *We have a dream a world free of poverty*. Cette affirmation me heurta tellement que j'eus envie d'écrire en dessous : *And thanks to the World Bank, it remains a dream*. En effet, le propos de mon intervention est de montrer la contradiction existant entre les intentions annoncées et les politiques effectivement menées, mais surtout d'étudier le lien qui existe entre la lutte contre la pauvreté et les perspectives néolibérales.

C'est dès 1972 que la Banque mondiale aborde le thème de la pauvreté, ce qui correspond à peu près avec le début de l'adoption d'une politique économique mondiale néolibérale, qu'on appellera plus tard le *Consensus de Washington*. Mais c'est à partir de 1990 que la Banque traduit cette perspective en politiques plus explicites, précisément après la chute du mur de Berlin et le triomphe du néolibéralisme.

Quelques années plus tard, le PNUD publie son premier rapport sur le Développement humain, introduisant des indices nouveaux mettant en valeur des aspects plus qualitatifs des situations économiques et sociales dans le monde. En 1995, se tient à Copenhague une session extraordinaire des Nations unies sur le thème de la pauvreté et en 1997 est décrétée la première décennie des Nations unies pour l'élimination de la pauvreté.

Le FMI, pour sa part, transforme, au tournant du siècle, ses Plans d'ajustements structurels en Programmes de réduction de la pauvreté et de croissance (*Poverty Reduction and Growth Facilities - PRGF*), exigeant que chaque pays rédige également un *Poverty Reduction Strategy Paper - PRSP*, ce qu'en fin 2004, 43 pays avaient accomplis.

Quant à la Banque mondiale, elle parle aujourd'hui de *Poverty Reduction Packages (PRSP)*. En l'an 2000, une nouvelle session extraordinaire des Nations unies se tint à Genève pour évaluer les résultats de celle tenue cinq ans plus tôt. On la nomma Copenhague +5 (que certains appelèrent Copenhague B 5) et quelques mois plus tard une réunion rassemblait au siège des Nations unies à New York plus d'une centaine de chefs d'Etat qui émirent la déclaration du *Millenium*, en 10 points, dont le premier prévoit l'éradication de l'extrême pauvreté et de la faim de moitié, d'ici 2015.

Au cours du temps et selon les intentions, on perçoit une évolution du vocabulaire. On passe « d'éliminer » la pauvreté à « réduire » la pauvreté et au cours des dernières années, apparaît le

concept d'extrême pauvreté associé à celui de la faim. Ces dernières, selon les déclarations, doivent être éradiquées progressivement, tandis que la pauvreté doit être allégée. Des échéances sont fixées à 25 ans ou 15 ans, selon les cas, non pour résoudre définitivement le problème, mais pour réduire d'un tiers ou de la moitié le nombre des plus pauvres dans le monde. En 1990 déjà, les Nations unies proposaient de diminuer l'extrême pauvreté de moitié, en 2015. Cet objectif fut reprecisé en 2000 par le Millenium. Tout indique, en 2005, qu'un tel objectif ne sera pas atteint. Or, nous vivons une époque où jamais autant de richesse n'a été produite. En effet, en 50 ans le revenu mondial a été multiplié par 7, mais malgré cela, aujourd'hui, 1 300 000 personnes doivent survivre avec moins d'un dollar par jour.

Plus importante encore que la pauvreté est la situation d'inégalité croissante, tant au Nord qu'au Sud. On commence seulement à parler de pauvreté relative et encore de façon très restrictive. La Banque mondiale prépare pour 2006 un rapport sur les inégalités. Aurait-elle compris que le problème n'est pas seulement la pauvreté, mais surtout la richesse et sa concentration ?

1. L'analyse de la pauvreté dans le discours néolibéral [1]

Les chiffres concernant la pauvreté divergent selon les calculs, les points de référence et les méthodes utilisées. Alors que la Banque mondiale estimait en 1980 qu'il y avait 800 millions de pauvres, elle précisait en 1990, que 633 millions de personnes vivaient avec moins d'un dollar par jour. En 2002, elle publiait le tableau suivant (excluant la Chine).

La pauvreté dans le monde selon la Banque mondiale

Revenus	1981	1990	2001
B de 1 dollar	1481,8	1218,5	1099
B de 2 dollars	2450,0	2653,8	2735
B de 1 dollars	31,7 %	26,1 %	22,5 %
B de 2 dollars	58,8 %	56,6 %	54,9 %

Source : S. Chen et M. Ravallon, How have the world's poorest fared since early 1980's, World Bank Policy Research working Paper 3341, juin 2004, cité par Francine Mestrum, 2005.

Certains estiment que la base de calcul de la Banque mondiale est trop restreinte et donc trop optimiste. L'UNCTAD utilisant des enquêtes familiales, arrive généralement à des chiffres de pauvreté plus élevés. La CEPAL (Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine) également [S. Chen et M. Ravallon, 2004, 334]. Le tableau de la Banque mondiale permet, en effet, une interprétation relativement optimiste : l'extrême pauvreté diminue en chiffres relatifs et absolus et la pauvreté tout court décline, au moins en chiffres relatifs. Mais cela signifie aussi qu'en l'espace de 20 ans, il y a près de 300 millions de pauvres en plus dans le monde. On oublie parfois que les pauvres ne sont pas des statistiques, mais des personnes et que sortir de la pauvreté est le plus

élémentaire des droits de l'homme.

Selon le Rapport sur le développement humain du PNUD, en 2003, 54 pays étaient plus pauvres en 2000 qu'en 1990 et 34 avaient vu leur espérance de vie diminuer. Entre 1980 et 1998, 55 pays avaient connu des indices économiques en baisse et au cours de la décennie, 34 pays avaient chuté dans l'échelle des indicateurs de développement. Il n'est donc guère possible de dresser un bilan favorable à l'échelle du monde, d'autant plus que même la croissance économique, supposée constituer la source de la diminution de la pauvreté, a été moindre pour les pays du Sud à partir des années 80, c'est-à-dire pendant la période néolibérale que pendant la période précédente connue par ses régulations (keynésianisme ou développement national).

Tout cela nous amène à poser la question de la définition de la pauvreté. Les chiffres exprimés montrent qu'elle est difficile à mesurer et que s'y mêle une forte dose d'arbitraire. Aux chiffres seuils de 1 ou de 2 dollars (le dollar lui-même fluctuant) qui ont au moins l'avantage d'offrir une visibilité concrète, s'ajoute à présent une série de considérations qualitatives qui ne manquent pas d'intérêt, mais qui revêtent aussi de grandes ambiguïtés, comme l'a signalé avec pertinence Francine Mestrum [2002].

En effet, il est certes indéniable que la pauvreté possède des aspects qualitatifs : faible qualité de vie, difficulté d'accès à l'éducation et à la culture, absence d'hygiène, mais le problème est de savoir à quoi l'on attribue ces facteurs. Toute une littérature tente de culpabiliser les pauvres et cela n'est d'ailleurs pas nouveau dans l'histoire. Est-ce l'ensemble de ces manques qui sont à l'origine de la pauvreté ou celle-ci n'est-elle par le fruit de ces insuffisances ? Aujourd'hui, on blâme facilement la démographie galopante, la mauvaise gouvernance, la corruption, qui dans ce type de discours apparaissent comme l'apanage des pays du Sud.

Par ailleurs, le même problème se pose pour l'analyse des mécanismes de diminution de la pauvreté. Ainsi, peut-on lire dans le rapport sur la pauvreté au Vietnam : « *Les réalisations du Vietnam en termes de réduction de la pauvreté sont le plus grand succès connu en matière de développement économique* » [Vietnam Consultative Group Meeting, 2003, xi]. Le groupe attribue ce résultat principalement à l'intégration croissante de l'agriculture vietnamienne dans l'économie de marché. Bien peu d'attention est accordée dans ce document à ce que l'économie socialiste avait réalisé pour sortir le pays de la situation de disette, malgré la succession des guerres [F. Houtart, 2004]. Il est vrai qu'avec les critères de la Banque mondiale, la majorité de la population vivait au Vietnam dans la pauvreté (B de 2 dollars par jour), mais une pauvreté partagée dans la dignité, parce que les besoins de base étaient généralement garantis. Mais il s'agissait d'une austérité réelle, sans misère et sans inégalités criantes. Que, sur cette base, l'introduction de certains mécanismes de marché ait accéléré une croissance générale, n'est alors guère étonnant. Comment se fait-il qu'en Amérique latine, par exemple, où le marché fait la loi depuis bien plus longtemps, les résultats n'aient pas été semblables ? Et qu'advient-il de la société vietnamienne, le jour où tous les mécanismes régulateurs auront été abolis, selon les canons de la Banque mondiale ?

Francine Mestrum, arrive à la conclusion que la pauvreté doit être définie « *comme le manque de moyens pour subvenir à son existence* » et elle ajoute « *dans une économie de marché, cela signifie un manque de moyens financiers* » [Francine Mestrum, 2005]. Pour comprendre la pauvreté, il faut donc connaître le type de rapports sociaux existants et les mécanismes de leur reproduction, car la pauvreté se construit socialement. Elle n'est pas un fait de nature [Alternatives Sud, Vol VI (1999), n° 4].

2. Les stratégies de réduction de la pauvreté

Les documents de la Banque mondiale et du FMI, pour ne pas parler de ceux de l'OMC, tracent avec beaucoup de conviction la voie vers la réduction de la pauvreté. Ils partent d'une évidence : il faut augmenter la croissance, car on ne peut partager un gâteau sans d'abord l'avoir produit. La manière d'enclencher la croissance selon cette perspective, est de permettre au marché de fonctionner et donc de libéraliser l'économie, d'enlever tous les obstacles aux échanges de biens, de services et de capitaux et à cet effet de privatiser au maximum les entreprises d'Etat et les services publics et de dérégler les protections sociales qui freinaient le processus. A terme, cela ne peut que bénéficier aux pauvres qui, au pire, pourront jouir de l'effet percolateur (trickle down) ce que l'on pourrait cependant traduire par ramasser les miettes.

Pour réaliser cette politique de croissance, qui devrait alléger la pauvreté, des mesures concrètes sont prises au niveau macro-économique, en particulier les politiques monétaristes du FMI. C'est aussi dans cette perspective, que s'inscrivent les conditionnalités du crédit aux Etats, c'est-à-dire la diminution de leurs dépenses, la privatisation des services publics, de l'enseignement supérieur, de la santé, le paiement de la dette pour assurer la crédibilité des investissements et des crédits, de même que l'ouverture des marchés, les incitants aux capitaux extérieurs, la dérégulation du travail et bien d'autres éléments encore. La lutte contre la pauvreté est programmée dans ce contexte, afin de remédier aux conséquences non voulues et sans doute inévitables de la dynamique du marché.

Or, il s'agit de s'interroger sur les résultats sociaux réels de ces politiques. Les exemples abondent. Au Bangladesh, le textile en grande partie délocalisé dans un pays « plus compétitif », occupe deux millions de travailleurs, surtout des jeunes filles (85 %). Voici ce que dit un témoin : « *Elles travaillent 12 heures par jour, souvent 7 jours sur 7 pour un salaire de 13 à 30 euros par mois. Enfermées à clé, fouillées au corps à la sortie, ces salariées n'ont pas le droit de parler entre elles. La liberté syndicale demeure toute théorique, les 'subversives' sont licenciées... près de 300 travailleuses sont mortes dans des incendies depuis 1990* » [Le Monde Diplomatique, août 2005].

Au Sri Lanka, la Banque mondiale décida en 1996 que la culture du riz devait disparaître, parce que le riz coûtait moins cher à l'achat au Vietnam ou en Thaïlande. Comme les petits paysans ne voulaient pas abandonner la production, la Banque mondiale imposa d'abord au gouvernement de démanteler les organismes d'Etat destinés à réguler le marché et à épauler les petits paysans et de lever un impôt (privatisé) sur l'eau d'irrigation. Ensuite, elle demanda que le gouvernement distribue des titres de propriété (la terre à riz était restée collective), afin de favoriser la revente des terres à bas prix aux entreprises nationales ou étrangères prêtes à promouvoir des cultures d'exportation.

Pour répondre à ce que la Banque mondiale appelle une croissance en faveur des pauvres (*pro-poor growth*), le gouvernement sri lankais publia son *Poverty Reduction Strategy Paper*, sous le titre de *Regaining Sri Lanka*. Il y affirme entre autres que ce plan signifiera une réelle opportunité pour le pays, car le million de petits paysans produisant du riz se transformeraient en main-d'œuvre à bon marché, ce qui permettrait d'attirer le capital étranger. Mais, comme une telle politique est menée depuis 40 ans, le mouvement des travailleurs a pu faire pression pour améliorer les conditions de vie et de travail. Résultat, la main-d'œuvre est devenue trop chère et les capitaux s'en vont vers la Chine ou le Vietnam, où elle est plus avantageuse. Très logiquement, le Gouvernement sri lankais en conclut qu'il faudra réduire les salaires, diminuer la couverture sociale et amputer les pensions, afin de rendre la main-d'œuvre plus compétitive, ce qui fit dire à Sarath Fernando, le responsable du mouvement paysan (MONLAR), « *Etonnant que pour promouvoir une croissance en faveur des pauvres, il faille d'abord créer les pauvres* ».

La Banque mondiale demande aujourd'hui que dans l'élaboration de ces politiques, on tienne compte des traditions culturelles, de l'organisation sociale et des valeurs. Elle sollicite également une participation de la société civile. Dans les faits, les organisations consultées le sont souvent de manière sélective. Les plus radicales n'entrent pas en ligne de compte. Les documents sont rarement traduits de l'anglais (au Cambodge, ils n'existent pas en langue khmère, à Sri Lanka le document du Gouvernement est écrit en anglais américain). Dans les rares cas où une consultation réelle a eu lieu, les plans ont été, soit simplement rejetés, soit remplacés par des propositions alternatives (le cas de Sri Lanka).

On pourrait penser qu'il s'agit de stratégies de lutte contre la pauvreté, à long terme, exigeant (malheureusement) des sacrifices immédiats. En fait, la logique va plus loin. Selon les documents de la Banque mondiale, individualiser le processus de réduction de la pauvreté signifie libérer les pauvres d'une dépendance vis-à-vis d'un système aliénant de protection sociale et donc de les rendre maîtres de leur propre sort. Cette idée libérale est apparemment généreuse, mais elle est sérieusement contredite par les rapports sociaux d'un marché où c'est le plus fort qui gagne, par les privatisations qui rendent l'accès à l'éducation, à la santé, à l'eau, à l'électricité plus onéreux et donc moins accessibles aux pauvres et par la transformation des politiques sociales qui passent d'un système de protection (déjà si aléatoire dans le Sud) considéré comme un droit, à la mise à disposition de services privatisés, sous forme de contrats.

Il faut y ajouter que, selon les études de Dante Salazar, les programmes de lutte contre la pauvreté n'atteignent pratiquement jamais les plus pauvres. C'est une couche moyenne de la pauvreté qui en bénéficie, les mécanismes complexes des politiques de lutttes contre la pauvreté, associés à la structure des rapports sociaux, laissant les plus pauvres sur le carreau [Dante Salazar, 1999, 47-62].

Or, même dans le cadre des paramètres existants, ce n'est qu'une modeste part des richesses créées qu'il faudrait consacrer à la satisfaction des besoins fondamentaux de toute l'humanité, c'est-à-dire à l'éradication de la pauvreté. En 1997, le PNUD calculait que cela s'élèverait à 80 milliards de dollars par an. Jeffrey Sacks pour sa part, conseiller du secrétaire général des Nations unies, évalue le coût du programme du Millenium à 133 milliards de dollars pour 2006, passant à 195 milliards en 2015. Qu'il suffise de mettre en regard les plus de 400 milliards de dollars du service de la dette des pays du Tiers Monde en 2004 ou les 900 milliards de dollars de dépenses d'armement (417 milliards pour les Etats-Unis) ou encore les trois à quatre trillions de dollars déposés dans les paradis fiscaux. Or, même dans des conditions adverses considérables, certaines sociétés ont réussi en peu d'années à éliminer l'analphabétisme, la misère et les maladies endémiques, sans disposer de sommes comparables, ni de plans Marshall. Ce fut le cas entre autres de la Chine, du Vietnam, de Cuba et le Venezuela est en passe de le faire. Il est donc clair que la lutte contre la pauvreté, telle qu'elle est conçue par la Banque mondiale, s'inscrit dans un cadre politique général qui contredit sa réalisation. La raison est à trouver dans la philosophie qui l'anime et dont les fondements se situent au sein même du projet économique néolibéral.

3. La philosophie de la lutte contre la pauvreté

Il ne s'agit nullement ici de faire un procès d'intention, mais bien de comprendre des stratégies en se rapportant aux applications concrètes de la lutte contre la pauvreté. Il faut bien constater que ces dernières s'inscrivent dans une logique économique globale qui n'est pas innocente, car elle avantage certains et en désavantage d'autres, créant ainsi, sur des bases constamment renouvelées en fonction de l'application de nouvelles technologies, des inégalités et des antagonismes de classes. Le libéralisme économique considère le marché comme un fait de nature, donc indiscutable et non pas comme une construction sociale dépendante des circonstances concrètes de son

fonctionnement. Or, dans la logique du capitalisme, le rapport marchand ne peut être qu'inégal, car il est la condition même de l'accumulation privée du capital.

Ceci dit, reprenons la logique de la lutte contre la pauvreté. Elle s'oppose certes, dans la pensée libérale à celle des ultra du néolibéralisme, qui considèrent la part de l'humanité incapable de s'intégrer au marché comme des « foules inutiles », car non productrices d'une valeur ajoutée et non-consommatrices (voir la critique de cette position par Suzan George, 2002). Il faut au contraire aider les individus pauvres à s'intégrer au marché, soit en les rendant capables de vendre leur force de travail, soit en les transformant en petits entrepreneurs (capitalistes aux pieds nus) ce qui explique, entre autres, l'importance accordée au micro-crédit intégré au système bancaire.

Rien ne change donc aux orientations du *Consensus de Washington*. Au contraire, la lutte contre la pauvreté s'insère comme un onzième principe aux dix déjà formulés, car elle permet l'extension de la logique marchande dans des secteurs restés largement hors de l'accumulation capitaliste, tels que l'agriculture paysanne et les services publics. Elle insert les pauvres dans des stratégies individualisantes qui contribuent à l'affaiblissement des luttes sociales collectives. Elle permet de conjurer un danger potentiel pour les riches, comme le disait Koffi Annan au Forum économique mondial (Davos), lors de sa réunion à New York en 2004. Elle contribue à contenir les inégalités, indispensables pour stimuler la croissance, dans des limites raisonnables, évitant ainsi des explosions sociales. Bref, comme le dit Francine Mestrum, elle crée « *une pauvreté docile, respectueuse, soulageable à peu de frais* » [F. Mestrum, 2005].

Rappelons que la définition du pauvre et l'attitude envers ce dernier a toujours constitué une des charnières des systèmes économiques créateurs d'inégalités. Il y eut la période où le statut des pauvres était lié à une lecture religieuse de la société : le pauvre était celui qui, lui ou ses ancêtres, avait péché et le riche celui qui était béni de Dieu ; le pauvre était celui qui n'avait pas accumulé assez de mérites au cours du périple de ses réincarnations ; le pauvre était celui qui permettait au riche de gagner son ciel, grâce à sa générosité. Par ailleurs, la culpabilisation du pauvre conduisit ainsi à la criminalisation de la pauvreté et à identifier l'indigent au délinquant. La bourgeoisie industrielle du 19^e siècle en Europe prit largement le relais des visions des siècles précédents, mais en l'adaptant aux nouvelles données d'une culture séculière et des rapports sociaux du capitalisme industriel. Les ouvriers exploités au maximum, devaient participer au progrès économique en sacrifiant la qualité de leur existence. Les pauvres non intégrés dans le système et incapables de vendre leur force de travail, étaient considérés comme marginaux, souvent irrécupérables. C'est l'assistance ou la charité qui devait répondre aux besoins des pauvres, satisfaisant ainsi les aspirations humanistes de certains parmi les riches, mais en excluant une transformation des conditions du travail ou des rapports de pouvoir dans le champ économique.

Aujourd'hui, la même logique est prônée. Michel Camdessus, lorsqu'il était le directeur du FMI, parlait de trois mains : celle invisible du marché (la base du système), celle régulatrice de l'Etat (créant les conditions favorables au marché) et celle de la charité pour ceux qui passent entre les mailles du filet. Vraiment on en revient à la remarque de Georges Simmel, le sociologue allemand, qui écrivait en 1905, il y a tout juste 100 ans : « *La lutte contre la pauvreté répond toujours aux besoins des non-pauvres* » [cité par F. Mestrum, 2005].

Conclusions

La pauvreté est un problème social historiquement construit. Dans une économie de marché capitaliste, elle doit être analysée à la lumière des rapports sociaux existants, aussi bien à l'intérieur de chaque société, que sur un plan mondial, en particulier des rapports Nord-Sud. Certes, les

contextes climatiques, géographiques, démographiques, jouent-ils un rôle important, mais toujours à l'intérieur de la manière dont se construisent économiquement et politiquement les sociétés.

Dans le monde actuel, à part le cas de catastrophes naturelles, dont les effets plus ou moins meurtriers sont aussi liés à l'organisation sociale, ou de faits de guerre, également produits par des facteurs politiques et économiques, la misère et la pauvreté sont devenus maîtrisables. Il n'y a donc pas d'excuses à leur reproduction et il est inacceptable de mettre des termes aussi longs à leur éradication. La richesse produite peut répondre aux besoins. Mais malheureusement, le problème n'est pas seulement l'inégale répartition, sinon le fait que la production de la richesse, telle qu'elle est conçue dans la logique du capitalisme, s'appuie sur la pauvreté : les working poor dans la version anglo-saxonne, les chômeurs dans celle de l'Europe continentale, les sous-payés dans les économies émergentes, les foules inutiles dans le Sud. Pire encore, la croissance est conditionnée par la réduction des protections sociales, la privatisation des services et l'augmentation des inégalités.

C'est sur cette toile de fond que s'inscrit une lutte contre la pauvreté qui développe un discours altruiste et des politiques, soit assistantielles, soit ponctuellement valables (petit crédit, formation technique, adduction d'eau), mais structurellement déviées par le contexte global. Creuser des puits ou améliorer des chemins vicinaux contribue sans doute à améliorer la situation des populations. Mais de telles initiatives ont une efficacité aléatoire, quand en même temps, les politiques macro-économiques ont pour effet d'accroître la précarité des travailleurs, de concentrer la richesse, de briser les protections sociales, d'écumer les sociétés dépendantes, de brader le patrimoine collectif par des privatisations intempestives, de consacrer les ressources publiques à des dépenses rentables pour le capital mais non productives ou même nuisibles pour les populations (le surarmement, par exemple) et de détruire l'environnement, surtout celui des plus vulnérables.

Faut-il alors sauter dans le bateau de la lutte contre la pauvreté, en fonction d'interventions à caractère immédiat, mais dont le prix à payer est la soumission à un ordre économique et social qui les contredit à moyen terme et les transforme en un tonneau des Danaïdes, c'est-à-dire sans fond ou en un travail de Sisyphe, toujours à recommencer. C'est un véritable dilemme. Les pauvres ou plutôt les « appauvris » souffrent et meurent aujourd'hui et pas demain et donc il faut agir. Mais en même temps, la machine à les fabriquer est toujours en marche et elle est alimentée par la Banque mondiale, le FMI, les banques régionales, l'OMC et tout l'appareil institutionnel du néolibéralisme.

Il est donc nécessaire de poursuivre l'œuvre entamée, avec ses moments sublimes et ses erreurs dramatiques, de transformation du système économique capitaliste et de ses expressions politiques et culturelles. C'est un combat à long terme, sans lequel la lutte contre la pauvreté n'a guère de sens. En même temps, mais sans jamais perdre de vue la dimension politique, il est indispensable de travailler au jour le jour sur le terrain, non dans une perspective assistantielle, ni en individualisant les solutions, mais en veillant à renforcer une action collective, à reconstruire les mécanismes publics de consolidation sociale et à réduire les inégalités. Or, il faut être conscient que le contenu du discours et les objectifs des programmes de lutte contre la pauvreté ne vont pas dans ce sens. Quelles que soient les intentions ou les effets positifs immédiats de certains programmes, la lutte contre la pauvreté est le paravent des politiques néolibérales et donc le pendant indispensable du développement capitaliste.

Bibliographie

Alternatives Sud, Comment se construit la pauvreté ?, Vol. VI (1999), n° 4.

CHEN J. et RAVALLON M., Competing Concepts of Inequality in the Globalization Debats, World Bank Policy Research Working Paper 3243, mars 2004.

HOUTART F., Hai Van, la double transition d'une Commune vietnamienne, Paris, Les Indes Savantes, 2004.

MESTRUM F., La lutte contre la pauvreté, utilité politique d'un discours dans le Nouvel Ordre Mondial, in AMIN S. Et HOUTART F., Mondialisation des Résistances - L'état des luttes 2002, Paris, L'Harmattan, 2002.

MESTRUM F., Mondialisation et pauvreté, Paris, L'Harmattan, 2002.

MESTRUM F., De Rattenvanger van Hameln, Anvers, Epo, 2005.

SALAZAR TRAZONA D., Comment remédier à la pauvreté résultant de la coopération internationale ? Alternatives Sud, Vol. VI (1999), n° 4.

Vietnam Consultative Group Meeting, Vietnam Development Report 2004, Hanoï, décembre 2-3, 2003.

NOTES :

[1] L'exposé qui se suit doit beaucoup aux deux ouvrages de Francine Mestrum, Mondialisation et Pauvreté, 2002 et De Rattenvanger van Hameln, 2005, de même qu'au numéro de la revue Alternatives Sud, Comment se construit la pauvreté ?, 1999.